

2016/07

# Les paris perdus de Syriza

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &  
Études*  
Politique internationale



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS.. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES  
DROITS DE L'HOMME  
MIGRATIONS  
POLITIQUE INTERNATIONALE  
Économie

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites [www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com), elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à [educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)  
[www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



**L**e 25 janvier 2015, tous les opposants à la politique d'austérité dictée par l'Union européenne criaient victoire : en Grèce, le parti Syriza concrétisait son ascension fulgurante par une victoire lors des élections législatives, manquant de peu la majorité absolue. Une victoire due à leur opposition aux politiques dictées par la « troïka » (Banque Centrale Européenne, Commission Européenne et Fonds Monétaire International) aux différents gouvernements grecs depuis 2010. Pour aider ce pays, très affecté par la crise financière de 2008, les trois institutions conditionnaient les prêts consentis à une série de réformes ultralibérales touchant durement la population. En s'opposant à cela, Syriza, et son président Alexis Tsípras, étaient devenus les symboles européens de la lutte contre les politiques d'austérité. En prenant la direction du pays, en coalition avec les souverainistes des Grecs Indépendants (ANEL), Syriza offrait l'espoir qu'une autre manière de sortir de la crise était possible. Un an et demi plus tard, la donne a bien changé et l'espoir s'est envolé pour le peuple grec et tous les opposants à la politique européenne d'austérité. Comment en est-on arrivé là ?

## HISTORIQUE DE L'ASCENSION

Pour débiter cette analyse, il nous semble important de rappeler d'où vient Syriza et la manière dont, en quelques années, ce parti est devenu la première force politique en Grèce.

C'est au début de ce siècle que différentes forces de gauche radicale décident d'unir leur force en raison de la perte de puissance du grand parti de centre-gauche, le PASOK, face à la montée en puissance du parti de droite conservatrice Nouvelle Démocratie (ND). De 2004 à 2009, celui-ci, devenu la principale force politique en Grèce, jouira d'ailleurs d'une majorité politique absolue au Parlement grec. L'« espace de dialogue et d'action commune de la gauche » rassemble des formations telles qu'AKOA (gauche communiste écologique renouvelée), KEDA (Mouvement pour l'unité dans l'action de la gauche), DEA (Gauche ouvrière internationaliste), SYN (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie), Citoyens Actifs et une série de personnalités politiques sans affiliations partisans précises.

La déclaration politique constitutive de ce mouvement appelé Syriza est signée à la fin de l'année 2003. Elle est accompagnée d'un accord stipulant que les différentes organisations gardent leur autonomie respective et le droit à la libre expression de leurs avis. Le mode de fonctionnement est le consensus et chaque composante a un droit de veto sur les décisions. L'éventuelle représentation parlementaire sera représentative de la pluralité des courants (1). La première participation de Syriza aux élections législatives de 2004 se conclut par un score de 3,26% des voix.

Après une première période de turbulences internes à l'alliance Syriza, Alékos Alávanos prend la présidence. Il choisit de profiler tout de suite Syriza comme un mouvement radical. Une approche qui permet à la coalition de se démarquer des partis traditionnels et lui assure une popularité croissante malgré les conflits internes entre les différents courants. Aux élections législatives de 2009, Syriza obtient 4,16% des voix et une représentation parlementaire de 9 députés. Le président du groupe parlementaire est Aléxis Tsípras, le nouveau président de Syriza, un membre du SYN élu à ce poste en 2008 alors qu'il n'a que 33 ans. Sous sa direction, Syriza devient une force politique de premier plan en s'opposant fermement aux plans d'austérité dictés par la « troïka » et leur acceptation par les partis traditionnels.

Lors des élections législatives anticipées de mai 2012, la coalition de gauche radicale obtient un score de 16,78% (52 députés) loin devant le PASOK (13,18%). Seul la Nouvelle Démocratie (18,85%) fait mieux. Face à l'impossibilité de trouver une coalition pour gouverner le pays de nouvelles élections législatives sont organisées en juin. Syriza augmente encore son score (26,89%) et son nombre de députés (52) et s'installe comme leader de l'opposition à un gouvernement réunissant la ND et le PASOK. La coalition de gauche radicale a réussi à capter le vote du peuple grec de gauche grâce à son apparence de « front populaire » et en apparaissant comme une base crédible pour un gouvernement de gauche capable d'apporter un grand changement.

En 2013, Syriza choisit de devenir un parti politique à part entière et non plus une simple plate-forme de dialogue et d'action commune de la gauche radicale. Une décision qui va déjà rendre la formation impopulaire auprès d'une partie des communistes qui considèrent cela comme un tournant vers plus de conformisme. Syriza décide également d'assumer son nouveau statut de principale force d'opposition en développant ses relations avec les autres partis et la partie de la société civile qui ne leur est pas spécialement acquise (2).

Puis vient la consécration des élections de janvier 2015. Avec 36,4% des votes, Syriza devient le premier parti incontesté de Grèce. Disposant de 149 députés, le parti manque de deux sièges la majorité absolue. Il s'allie alors avec Grecs Indépendants (ANEL), un parti de droite souverainiste disposant de 13 députés. Une coalition bizarre, le seul point commun entre les deux formations étant leur opposition à la politique économique de l'Union européenne et, plus spécifiquement, aux plans d'austérité imposés à la Grèce.

## DES PREMIÈRES DÉCISIONS AU RÉFÉRENDUM

Durant ses premiers mois d'existence, la préoccupation principale de la nouvelle équipe dirigeante est la négociation avec les créanciers du pays afin de faire accepter une remise partielle de la dette publique du pays et de revoir le programme de réformes qui conditionne l'accès à l'aide financière de la BCE, de la Commission et du FMI. Durant ce laps de temps, le pays replonge en récession alors qu'une petite reprise de la croissance avait été remarquée fin 2014. Il apparaît bientôt que la Grèce ne pourra rembourser 600 millions d'euros au FMI au mois de juin comme prévu et qu'elle doit négocier une nouvelle aide. Devant l'éventualité de voir le pays faire défaut au FMI, le scénario d'une sortie de la zone euro (le Grexit) est de plus en plus évoqué et la population prend peur. Du 14 au 21 juin, les Grecs retirent cinq milliards d'euros des banques du pays et le gouvernement décide de fermer celles-ci et d'instaurer un contrôle des capitaux.

Parallèlement, la Commission européenne négocie un nouveau prêt à la Grèce de 15,5 milliards d'euros à condition que le pays atteigne un surplus budgétaire primaire<sup>1</sup> de 1% en 2015, instaure trois taux de TVA différents (dont une à 23% pour l'hôtellerie et la restauration) et réforme son régime de retraites en limitant les possibilités de départ en préretraite et en supprimant une prime sur les basses retraites. Des conditions que le gouvernement

1 Le surplus budgétaire primaire est l'excédent budgétaire hors intérêts de la dette.

estime inacceptables. Alexis Tsípras décide alors de jouer la carte du référendum. Il demande à la population grecque s'il faut accepter ou non ce nouveau plan. Lors de cette consultation populaire, menée le 5 juillet 2015, le « non » l'emporte avec 62%. Syriza se retrouve face à un choix crucial : la confrontation avec les créanciers de la Grèce qui se solderait sans doute par une sortie de la zone euro ou l'acceptation, malgré le référendum, d'un nouveau plan de réformes et le maintien dans la zone euro.

Le choix est vite fait. Dès le 6 juillet, le très médiatique ministre des Finances Yánis Varoufákis remet sa démission. Officiellement parce qu'il considère que son départ améliorera le climat des discussions entre la Grèce et ses créanciers. Plus tard, il révélera lui-même qu'il est parti parce que sa position, préparer un « Grexit », n'avait pas été acceptée par le gouvernement. Toujours est-il que ce départ est considéré comme une première capitulation de Syriza. Le 13 juillet, Alexis Tsípras annonce qu'il accepte la signature d'un nouveau plan d'aide à la Grèce : 86 milliards de prêts contre l'adoption de 220 nouvelles mesures d'austérité sur les trois prochaines années (3). Au sein même de Syriza, tout le monde n'est pas d'accord avec la « capitulation » de Tsípras et le parti connaît une vague de démissions et de départs. Il est vrai que le contrat passé entre les Grecs et leurs créanciers, nommé « memorandum of understanding », est corsé : avant de se voir prêter les 86 milliards d'euros, le gouvernement grec devra prouver qu'il a pris les mesures lui permettant de dégager un surplus primaire équivalent à 3,5% du PIB. Pour y parvenir, l'Union européenne estime que la Grèce doit réaliser 5,4 milliards d'économies budgétaires (3).

## DE NOUVELLES ÉLECTIONS

Le 14 août 2015, le Parlement grec doit voter l'acceptation du nouveau plan d'aide. 43 des 149 députés de Syriza votent contre ou s'abstiennent. Le Premier ministre n'a d'autre choix que de remettre sa démission et convoquer à nouveau les Grecs aux urnes le 20 septembre. Syriza n'est plus en mesure de se présenter comme le fer de lance des opposants à l'austérité mais adopte un nouveau discours, celui du « moindre mal » : « *Nous n'avons pas réussi à convaincre nos créanciers que la politique d'austérité qu'ils nous imposent depuis cinq ans est mauvaise mais, au moins, nous nous battons pour protéger les plus faibles* » (3). Et cela fonctionne puisque le parti reconduit pratiquement le score qu'il avait atteint en janvier 2015 en gagnant

35% des voix. La coalition sortante est donc reconduite et cette fois, tous les députés et ministres de Syriza suivent la même ligne.

Le gouvernement peut donc se mettre au travail et adopter une série de mesures tout en travaillant sur l'établissement du budget 2016. Après la hausse de la TVA à 23%, c'est le principe de protection de la saisie de l'habitation principale en cas de non-paiement de dettes qui est attaqué. Une dixième réforme des retraites en cinq ans est également mise sur pied. Elle prévoit une baisse du montant maximum des retraites (de 2700 à 2300 euros) et crée une pension de base garantie de 392 euros par mois (4). Parallèlement, les cotisations sociales des employés et des employeurs sont revues à la hausse. Le tout pour une économie estimée à environ 1,8 milliards d'euros. Chacune de ces mesures entraîne des grèves générales (5). Le mécontentement est important : les pensions sont devenues, avec la crise, la ressource principale d'un foyer grec sur deux (6) et les hausses de cotisations pénalisent le cœur de l'économie grecque, petits entrepreneurs et agriculteurs, qui depuis l'été 2015 ont déjà toutes les peines du monde à obtenir un crédit auprès d'une banque. Et ce n'est qu'un début puisque durant l'année 2016, le gouvernement votera encore une diminution de la retraite minimale garantie (de 392 à 346 euros), une baisse de l'allocation de solidarité sociale (Ekas) dévolue aux personnes recevant une pension de vieillesse, d'invalidité ou de survie ayant atteint l'âge de 65 ans, la suppression des allocations pour veuve pour les moins de 55 ans, l'augmentation de la TVA à 24% sur les factures d'eau et d'électricité, une baisse du montant annuel de revenus permettant d'échapper à l'imposition,... (6)

Malgré toutes ces mesures, appauvrissant encore un peu plus la population grecque, l'Union européenne et le FMI continuent à mettre la pression lorsqu'il s'agit de payer une tranche du prêt prévu. En mai dernier, par exemple, le versement d'une nouvelle tranche de 10,2 milliards d'euros n'a été versée qu'après l'adoption par le Parlement grec d'un nouveau programme d'austérité prévoyant, notamment, la création d'un nouveau fonds de privatisation. Celui-ci devra engranger 13 milliards d'euros d'ici 2018, via la mise en vente de 71.500 biens publics, le tout sans aucun contrôle parlementaire (7). Entre bradage à bas prix et revente de biens à l'origine de recettes pour l'État, c'est bien une nouvelle couleuvre d'importance à avaler pour le gouvernement grec. Celui-ci a déjà dû enregistrer la vente de quatorze aéroports régionaux à un consortium allemand alors que, grâce au boum touristique, c'est une des seules activités économiques en croissance.

## PERTE DE SOUVERAINETÉ

Une autre mesure que le Parlement a été obligé de voter sous peine de ne pas recevoir la tranche de 10,2 milliards d'euros est la création d'un mécanisme appelé « pince coupante » (koftis en grec) qui réduit automatiquement les dépenses de l'État si la Grèce dépasse le budget prévu par ses créanciers. Des coupes immédiates qui viseront les salaires et retraites des fonctionnaires (8). Ce mécanisme est un symbole de la perte de souveraineté de l'État grec. Acculé par le remboursement des prêts successifs qui lui ont été accordés, le gouvernement n'a plus vraiment de prise sur la politique à mener. Ainsi, le versement d'une nouvelle tranche du prêt devenait indispensable puisque cet été se profile de nouveaux remboursements de plusieurs milliards d'euros. Cette perte de souveraineté avait été actée dès l'adoption du memorandum de juillet 2015 puisque celui-ci stipule que le gouvernement grec ne peut adopter aucune loi ayant un impact sur le budget sans autorisation des créanciers. En décembre 2015, par exemple, le Parlement examinait un programme de mesures sociales (aides au logement, à la nourriture, au paiement de l'électricité,...) avant de devoir l'abandonner sous la pression des créanciers qui estimaient que cela coûterait trop cher à l'État grec (3).

Les uniques domaines dans lesquels le gouvernement grec a encore les mains libres sont les réformes sociétales et la diplomatie. Pour ce qui est des premières, une réforme du système carcéral a été mise sur pied, une union civile pour les couples homosexuels a vu le jour ainsi qu'une loi sur la naturalisation des enfants immigrés nés ou scolarisés en Grèce (9). Le bilan est donc très maigre.

## UNE SITUATION ABSURDE

Le premier pari de Syriza a été de pouvoir infléchir les programmes d'austérité imposés à la Grèce. Il est perdu depuis le 13 juillet 2015. Avait-il seulement une chance d'être gagné ? La voie pour y arriver était en tout cas étroite. L'ex-ministre des Finances, Yánis Varoufákis, pensait qu'en négociant durement, un compromis honorable avec les créanciers était possible. Il a réussi à en convaincre le gouvernement. Peut-être a-t-il sous-estimé la rigidité des institutions financières absolument pas prêtes à abandonner la logique de l'austérité et disposant pour l'imposer d'instruments comme la restriction de la provision de liquidités des banques grecques. Une manière pour la Banque Centrale Européenne d'étrangler l'économie du pays et donc son gouvernement. Le référendum du 5 juillet était un baroud d'honneur avant la reddition. Une fois son résultat obtenu, la seule question restante était : rester dans la zone euro ou en sortir ? Une option qui nécessitait



d'avoir sous le coude un plan solide et crédible de relance d'une monnaie nationale et d'un circuit bancaire parallèle. Ce plan n'existait pas et les dés étaient donc jetés (10).

Le deuxième pari de Syriza était de « gérer » la politique d'austérité pour qu'elle fasse le moins de dégâts possibles. Soit, promouvoir une politique de justice sociale tout en respectant les engagements envers les créanciers (11). Mais celui-là non plus, le gouvernement grec ne semble pas être en mesure de le gagner tant sa marge de manœuvre socio-économique est faible. Comment pourrait-il en être autrement alors que les objectifs assignés par les créanciers européens semblent irréalistes ? Vouloir à tout prix atteindre un excédent primaire de 3,5% du PIB en 2018 dans un pays où le revenu des ménages a chuté de 30% en six ans, où le taux de chômage frôle les 25% et où 38% de ces mêmes ménages sont endettés est absurde (12). Même le FMI s'en rend compte : « *Même si la Grèce, grâce à un effort héroïque, peut atteindre temporairement un surplus proche de 3,5% du PIB, peu de pays ont réussi à atteindre et maintenir de tels niveaux élevés de balance primaire pour une décennie ou plus. Et il est hautement improbable que la Grèce puisse le faire considérant la faiblesse de ses institutions politiques et les projections suggérant que le taux de chômage restera à deux chiffres pour plusieurs décennies.* » (13)

Ajoutons pour un peu plus noircir le tableau que le système bancaire grec reste handicapé par son niveau élevé de créances douteuses (près de 45% du total) (14). Et qu'en plus de devoir gérer la détresse sociale de la population grecque, le gouvernement se trouve également aux prises avec la crise humanitaire des candidats réfugiés bloqués sur son sol par la fermeture des routes d'exil traversant les Balkans.

Et ce ne sont pas les milliards accordés en prêt qui serviront à redresser la situation. Parce qu'en termes d'absurdités, celle-ci n'est pas la moindre : les prêts servent avant tout à rembourser les dettes et les intérêts qui en découlent. Ainsi, les 10,3 milliards d'euros concédés à la Grèce par l'Eurogroupe le mercredi 25 mai auront vite fait de retourner dans les poches des créanciers. « *Puisque c'est sur cette somme qu'Athènes prélèvera les 7,2 milliards d'euros dont elle a besoin pour rembourser ses dettes jusqu'en novembre, dont 2,2 milliards à la Banque centrale européenne (BCE) dès juillet.* » (8) Sur les 220 milliards d'euros prêtés pour sauver la Grèce depuis 2010, l'État n'a touché que 5%. Le reste a servi à payer les dettes, les intérêts de la dette et à recapitaliser les banques (15).

Les créancier sont donc gagnants sur toute la ligne : ils ont fait plier Syriza, fer de lance de la lutte contre les politiques d'austérité et l'obligent

à appliquer des réformes néolibérales à contre-courant de son idéologie de base. Par la privatisation, ils pillent la Grèce et se font aussi de l'argent sur son dos grâce aux intérêts de la dette. Et, de temps en temps, font mine de se montrer magnanimes en évoquant non pas un allègement de la dette mais bien un allongement des délais de paiement qui n'est qu'une manière de garder plus longtemps la mainmise sur la politique économique de la Grèce.

## L'AVENIR DE SYRIZA

Dans ce contexte, la question se pose de savoir quel intérêt à encore Syriza à s'accrocher au pouvoir ? Ce débat est bien en cours au sein même du parti. Le 15 avril dernier, le « Mouvement des 53 », un courant interne, publiait un texte recommandant au gouvernement de résister « héroïquement » à la troïka quitte à tomber plutôt que de continuer à se faire humilier (16). Une position qui n'est pas celle des dirigeants du parti. Ceux-ci jouent plutôt la carte du volontarisme : « *Nous devons désormais aller le plus vite possible pour appliquer nos engagements et lancer ensuite notre propre politique.* » (3). Le Premier ministre semble convaincu que la Grèce pourra faire son retour sur les marchés financiers en 2017 (17) dont elle est exclue depuis 2010 (hormis deux brefs retours en 2014). Cela signifie qu'elle pourra avoir accès à de nouvelles sources de financement comme la vente de bons d'État et donc espérer regagner un peu de marge de manœuvre face aux créanciers.

Sauf que ce n'est peut-être pas Syriza qui profitera d'un redressement progressif de la situation économique. Au vu des derniers sondages, la Nouvelle Démocratie a repris le leadership dans le cœur des électeurs. Le parti de droite n'a pas vraiment gagné de voix par rapport aux élections de septembre 2015 mais reste stabilisé entre 25 et 30% des intentions de vote. Tandis que Syriza a perdu une dizaine de pourcents et est désormais crédité de 20 à 25% des voix. Une situation qui n'est pas encore alarmante mais qui pourrait signifier le début d'un déclin qui verrait le parti rentrer dans le rang. D'autant qu'il a perdu le soutien d'une partie de la gauche radicale, non seulement pour n'avoir rien pu faire face aux exigences européennes mais aussi parce que le pouvoir use et oblige à des compromissions qui ont complètement abîmé le visage « anti-système » de Syriza. Alexis Tsípras et ses acolytes semblent donc s'être lancés dans un troisième pari qui est loin d'être gagné.

## BIBLIOGRAPHIE

(1) À l'Encontre, « Premières réflexions sur un bilan de notre parcours avec Syriza (I) » (en ligne) c 2015. Consulté le 2/6/2016. Disponible sur : <http://alencontre.org/europe/grece/premieres-reflexions-sur-un-bilan-de-notre-parcours-avec-syriza-i.html>

(2) À l'Encontre, « Premières réflexions sur un bilan de notre parcours avec Syriza (II) » (en ligne) c 2015. Consulté le 2/6/2016. Disponible sur : <http://alencontre.org/europe/grece/premieres-reflexions-sur-un-bilan-de-notre-parcours-avec-syriza-ii.html>

(3) Le Monde, « En Grèce, l'austérité malgré tout un an après l'arrivée d'Alexis Tsipras » (en ligne) c 2016 (Consulté le 1/06/2016) Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/01/26/en-grece-l-austerite-malgre-tout-un-an-apres-l-arrivee-d-alexis-tsipras\\_4853438\\_3234.html#b9hcZ4oGBPGUEyif.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/01/26/en-grece-l-austerite-malgre-tout-un-an-apres-l-arrivee-d-alexis-tsipras_4853438_3234.html#b9hcZ4oGBPGUEyif.99)

(4) RTBF, « La Grèce en grève générale contre le plan de retraites de Tsipras » (en ligne) c 2016. Consulté le 1/6/2016 Disponible sur : [http://www.rtf.be/info/monde/europe/detail\\_la-grece-en-greve-generale-contre-le-plan-de-retraites-de-tsipras?id=9204476](http://www.rtf.be/info/monde/europe/detail_la-grece-en-greve-generale-contre-le-plan-de-retraites-de-tsipras?id=9204476)

(5) La Libre Belgique, « Le parlement grec adopte à un courte majorité un budget 2016 rude » (en ligne) c 2015. Consulté le 6/6/2016. Disponible sur : <http://www.lalibre.be/actu/international/le-parlement-grec-adopte-a-une-courte-majorite-un-budget-2016-rude-5663e699357031c12b06b519>

(6) RFI, « Le gouvernement d'Alexis Tsipras tente de débloquent l'aide à la Grèce » (en ligne) c 2016 Consulté le 6/6/2016 Disponible sur : <http://www.rfi.fr/emission/20160509-gouvernement-tsipras-tente-debloquer-aide-grece-eurogroupe-finances-economie>

(7) Libération, « Les cadeaux empoisonnés de l'Eurogroupe à la Grèce » (en ligne) c 2016 (Consulté le 7/6/2016) Disponible sur : [http://www.liberation.fr/planete/2016/05/25/les-cadeaux-empoisonnes-de-l-eurogroupe-a-la-grece\\_1455063](http://www.liberation.fr/planete/2016/05/25/les-cadeaux-empoisonnes-de-l-eurogroupe-a-la-grece_1455063)

(8) Courrier International, « La tolérance des Grecs est épuisée » (en ligne) c 2016. Consulté le 7/6/2016. Disponible sur : <http://www.courrierinternational.com/article/grece-austerite-la-tolerance-des-grecs-est-epuisee>

(9) RTBF, « Alexis Tsipras : sa première année au pouvoir, un long apprentissage » (en ligne) c 2016. Consulté le 8/6/2016. Disponible sur : [https://www.rtf.be/info/dossier/la-grece-en-pleine-tempete-financiere/detail\\_alexis-tsipras-sa-premiere-annee-au-pouvoir-un-long-apprentissage?id=9195233](https://www.rtf.be/info/dossier/la-grece-en-pleine-tempete-financiere/detail_alexis-tsipras-sa-premiere-annee-au-pouvoir-un-long-apprentissage?id=9195233)

(10) The Guardian, « One year on, Syriza has sold its soul for power » (en ligne) c 2016. Consulté le 8/6/2016. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2016/jun/08/syriza-one-year-on>

[theguardian.com/commentisfree/2016/jan/25/one-year-on-syriza-radicalism-power-euro-alexis-tsipras](http://theguardian.com/commentisfree/2016/jan/25/one-year-on-syriza-radicalism-power-euro-alexis-tsipras)

(11) L'Humanité, « Grèce : un an après, l'esprit de résistance est toujours là » (en ligne) c 2016. Consulté le 8/6/2016. Disponible sur : <http://www.humanite.fr/grece-un-apres-lesprit-de-resistance-est-toujours-la-596775>

(12) The Guardian, « Greece 's latest financial emergency is both tragic and absurd » (en ligne) c 2016. Consulté le 10/6/2016. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/business/2016/may/09/greece-financial-emergency-tragic-absurd-imf-debt-relief>

(13) The Guardian, « IMF tells EU it must give Greece unconditional debt relief » (en ligne) c 2016. Consulté le 10/6/2016. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/business/2016/may/23/imf-warns-eu-bailout-greece-debt-relief>

(14) Le Monde, « Où en sont les relations entre Athènes et ses créanciers ? » (en ligne) c 2016. Consulté le 11/06/2016. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/04/08/grece-ou-en-sont-les-relations-entre-athenes-et-ses-creanciers\\_4898794\\_3234.html#AmruES6aqZF881dK.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/04/08/grece-ou-en-sont-les-relations-entre-athenes-et-ses-creanciers_4898794_3234.html#AmruES6aqZF881dK.99)

(15) Comité pour l'Abolition des Dettes Illégitimes, « Où est allé l'argent des prêts à la Grèce ? » (en ligne) c 2016. Consulté le 13/6/2016) Disponible sur : <http://cadtm.org/Ou-est-alle-l-argent-des-prets-a,13440>

(16) Le Monde, « Grèce : les créanciers demandent de nouveaux efforts » (en ligne) c 2016. Consulté le 13/6/2016. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/04/18/grece-les-creanciers-demandent-de-nouveaux-efforts\\_4904137\\_3234.html#CJrw4KmJAiuKG070.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/04/18/grece-les-creanciers-demandent-de-nouveaux-efforts_4904137_3234.html#CJrw4KmJAiuKG070.99)

(17) RTBF, « La Grèce sera de retour sur les marchés en 2017 selon Tsipras » (en ligne) c 2016. Consulté le 12/6/2016. Disponible sur: [http://www.rtbef.be/info/economie/detail\\_la-grece-sera-de-retour-sur-les-marches-en-2017-selon-tsipras?id=9298194](http://www.rtbef.be/info/economie/detail_la-grece-sera-de-retour-sur-les-marches-en-2017-selon-tsipras?id=9298194)